

15. Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Diagnostic cf. document “Les sujets prospectifs” qui a été présenté dans ses grandes lignes.

Le débat

*Comment l'école doit-elle faire face à la difficulté de certains parents à éduquer leurs enfants ?

-La violence est un problème externe à l'école, elle est due aux conditions de vie d'une partie de la population. Les jeunes n'ont aucun avenir ; avec un diplôme d'ingénieur, on est employé chez Mac Donald. Le choix : vendre de la drogue ou devenir clochard. Face à cela, on propose une politique répressive.

La solution serait d'aider les plus défavorisés par des mesures économiques efficaces, une politique du logement qui empêche la ghettorisation par exemple.

-L'école a des exigences et des programmes trop lourds pour ces jeunes qui sont en échec permanent. Il faut avoir des objectifs réalisables pour que chacun puisse progresser et faire jouer l'ascenseur social.

Il est important de conserver la mixité sociale dans les écoles et d'adapter la pédagogie au public. L'égalité n'est pas l'égalitarisme. Donnons plus à ceux qui ont moins.

*La question est : « Comment aider certains parents à mieux éduquer leurs enfants ? ».

-Les parents se déchargent trop sur l'école. Nous faisons trop de social et pas assez d'enseignement.

*L'école pour enseigner et ne pas prendre en compte toutes les carences de la société.

Doit-on sanctionner, en référer au judiciaire, résoudre à l'interne ?

-Il faut distinguer les incivilités et les actes graves ; les mesures à prendre ne sont pas les mêmes.

-Un enseignant dans un quartier difficile ne voit pas la violence. Les relations avec les élèves et les parents sont bonnes. La notion de sanction me gêne beaucoup. A l'école, il faut résoudre les problèmes autrement que par des sanctions.

-A l'école primaire, il n'y a pas de gros problèmes ; c'est dans les collèges et dans les lycées qu'il y a problème.

-Il y a de moins en moins de maître G pour accompagner les élèves qui ont des comportements difficiles. Certains élèves empêchent les classes de travailler et on ne peut rien faire.

*Sur le thème des sanctions, comment voyez-vous les choses ?

-On a essayé d'avoir un « tribunal de l'école mais ce n'est pas satisfaisant. Les élèves sont trop influençables.

-Au pénal, les enseignants ont encore plus de responsabilités. Par contre même les punitions que nous donnons sont contestées.

-Il faudrait donner des devoirs aux parents. Pouvoir exiger d'eux un minimum. Ils sont tout puissants. Nous n'avons pas le soutien de l'institution (de notre ministre).

Nous devrions pouvoir agir auprès des familles avec le soutien du ministère.

-Notre jugement est toujours remis en cause et le dernier avis qui est pris en compte est celui des parents. Nous devons toujours rendre des comptes. Les parents ne sont pas objectifs.

*Un droit renforcé vis à vis des parents mais qu'en est-il des devoirs de l'enseignant ?

-Pour l'instant, nous n'avons pas obligation de résultats. Il y aurait danger de créer une concurrence entre les écoles et encore une fois créer des écoles ghettos pour les moins favorisés.
Il nous faut plus de maîtres que de classes pour mieux prendre en compte les difficultés.
Actuellement, on nous demande de faire mieux avec moins, c'est impossible.

-Il ne s'agirait pas de revenir en arrière avec un enseignant tout puissant comme autrefois. La violence était du côté de l'instituteur qui terrorisait les élèves.
La violence a toujours existé ; les bagarres entre élèves étaient fréquentes.

-On peut aussi parler de l'incivilité de certains professeurs qui est surprenante. Il y a parfois des remarques humiliantes sur les copies.
Les sanctions, c'est à voir entre enseignants et parents.

-L'enseignant a le devoir de donner un maximum à tous et pour cela il respecte ses élèves. Ce respect doit être réciproque.

*Ne pourrait-on pas créer une charte pour les élèves et les professeurs et revoir le mode de relations parents professeurs ?

-Un cadre général ne serait pas adapté au local. Il faudrait plus d'autonomie pour les écoles.

-Il ne faut pas avoir à négocier les règles de l'école. Elles doivent être établies par l'institution suivant un code clair non négociable et applicable par tous.

*Comment agir, les propositions.

-Créer de véritables classes passerelles qui permettent de rejoindre effectivement le circuit choisi.

-Avoir plus de temps pour se consacrer aux relations avec les familles ; 3 heures hebdomadaires prises sur le temps de travail.

-Avoir plus de maîtres que de classes pour mieux prendre en compte les difficultés.

-Etre mieux formé à la médiation pour régler les conflits.

-Améliorer la formation initiale. Les 2 ans actuels ne sont pas suffisants. Il faudrait avoir des contacts avec d'autres milieux que celui de l'école (entreprises, judiciaire...)

Remarque complémentaire :

Sur 130 participants, 125 enseignants du 1^{er} degré.

Mots clés :

Parents, difficulté, social, moyen

Priorités pour l'école :

-La violence est un problème externe à l'école ; cela ne peut se résoudre que par des mesures économiques en faveur des plus démunis.

-Les parents en demandent trop à l'école ; les enseignants devraient pouvoir agir auprès des familles avec le soutien du ministère.

-Une meilleure formation, du temps pris sur le temps de travail, du personnel supplémentaire et la création de véritables classes passerelles devraient permettre de mieux lutter contre violence et incivilités.